

GÉOPOLITIQUE

La Turquie, en quête de puissance

par Thierry Meyssan

Même si elle s'en réjouit, la presse internationale interprète le revirement de la Turquie, à nouveau en conflit avec la Russie, comme une preuve de plus du caractère fantasque du sultan Erdoğan. Au contraire, selon Thierry Meyssan, Ankara fait preuve de constance dans sa longue quête d'identité en s'adaptant à la nouvelle donne à défaut de se choisir un destin.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 11 FÉVRIER 2020

عربي ITALIANO ROMÂNĂ РУССКИЙ ТҮРКÇЕ ESPAÑOL DEUTSCH



Maquette du gigantesque complexe présidentiel d'Ankara, le « palais blanc ». La Turquie compense son incapacité à se définir par une forme de délire des grandeurs.

La Turquie actuelle est à la fois l'héritière des hordes de Gengis Khan, de l'empire ottoman et de l'État laïque de Mustafa Kemal. Elle a rejeté sa définition par le Traité de Sèvres (1920), imposant par la force les modifications du Traité de Lausanne (1923), mais s'estime toujours incomprise et amputée des territoires grecs, chypriotes, syriens et irakiens qu'elle continue de revendiquer. Elle persiste à nier ses crimes passés, dont le génocide des non-musulmans.

Ne parvenant pas depuis un siècle à se définir, elle mène une politique

étrangère en réagissant aux rapports de force régionaux et mondiaux, donnant à tort l'impression d'une volonté erratique.

Le revirement complet qu'elle vient d'opérer face à la Russie n'est pas un coup de tête fantasque, mais au contraire la poursuite de sa quête identitaire dans un environnement instable.

1- La disparition de l'URSS (1991)

Ne songeant pas à s'affirmer membre du camp des vainqueurs de la Guerre froide, la Turquie se retrouva sans raison d'être lorsque l'URSS fut dissoute, le 26 décembre 1991.

Elle avait envisagé de se moderniser en adhérant aux Communautés européennes, mais les Européens n'avaient aucune intention de l'accepter et faisaient trainer en longueur les négociations (État associé depuis 1963 et candidat depuis 1987). Une seconde option qui s'offrait à elle était de reprendre la tête du monde musulman sur les traces de l'Empire ottoman, mais les Saoudiens qui président la Conférence islamique, faisaient barrage. Une troisième option venait de se faire jour : renouer avec les populations turcophones de culture mongole désormais indépendantes en Asie centrale.

À trop hésiter, la Turquie laissa passer cette « fenêtre d'opportunité ». En commandant l'opération Tempête du désert pour libérer le Koweït et en convoquant la conférence de Madrid sur la Palestine (1991), le président Bush père créa un ordre régional stable porté par le triumvirat Arabie saoudite/Égypte/Syrie. Pour se faire une place, la Turquie noua alors une relation privilégiée avec l'autre orphelin du Moyen-Orient : Israël qui partage ses fantasmes irrédentistes [1].

2- Le 11-Septembre 2001

En détruisant les deux principaux ennemis de l'Iran, l'Afghanistan et l'Iraq, le président Bush fils permit à l'Iran de jouer à nouveau un rôle régional. Téhéran prit la tête d'un « Axe de la Résistance » (Iran, Iraq, Syrie, Liban, Palestine) face à tous les autres, organisés autour de l'Arabie saoudite et

d'Israël. Contrairement aux apparences et à la lecture simpliste occidentale, il ne s'agissait ni d'une opposition entre pro-et anti-US, ni entre chiïtes et sunnites, mais d'un conflit régional factice, attisé par le Pentagone, comme il l'avait fait pendant la décennie de l'inutile guerre Iraq-Iran. L'objectif final étant cette fois non pas d'affaiblir les uns et les autres, mais faire détruire toutes les structures étatiques de la région par ses habitants eux-mêmes (stratégie Rumsfeld/Cebrowski).

Seul État de la région à comprendre ce jeu en temps réel, la Turquie choisit de se protéger en maintenant de bonnes relations avec les deux camps et en prêchant le développement économique plutôt que la guerre civile régionale. Elle prit donc ses distances avec Israël.



**Carte de l'état-major US publiée par le colonel Ralph Peters (2006) :
Contrairement à toutes les prévisions, les États-Unis s'apprêtent à démanteler leur allié turc en créant partiellement sur son territoire un « Kurdistan libre ».**

Lorsqu'en 2006, le colonel Ralph Peters publia la carte des projets de l'état-major US, il apparut que la Turquie serait aussi détruite à terme par son allié US au profit d'un « Kurdistan libre » [2] lointainement inspiré du Kurdistan qu'ils avaient dessiné en 1920. Une partie des officiers généraux turcs remit alors en cause d'alignement de leur pays sur Washington et préconisa de nouer une autre alliance. Ils tâtèrent le terrain du côté de Beijing (Moscou n'était pas encore redevenu une puissance militaire). Certains franchirent le pas, ouvrant un canal de discussion et achetant quelques armes. Ils furent arrêtés, en 2008, avec les responsables du Parti des travailleurs (İşçi Partisi) (kémalo-maoïstes) dans le cadre du scandale Ergenekon. Presque tous les officiers d'état-major furent condamnés à de lourdes peines de prison, prétendument pour espionnage au profit des USA, avant que la vérité ne se fasse jour et que la totalité des jugements

soit infirmée.

Dépité, Ankara accepta de créer un marché commun avec son voisin syrien afin de se protéger d'un éventuel charcutage pour un « Kurdistan libre ».

3- Les « Printemps arabes » (2011)

En définitive, lors de l'opération anglo-saxonne des « printemps arabes » visant à placer au pouvoir les Frères musulmans dans tout le Moyen-Orient élargi, la Turquie espéra profiter de l'appartenance du président Recep Tayyip Erdoğan à cette Confrérie pour échapper au chaos annoncé. Elle « réveilla » donc la tribu ottomane des Misratas en Libye et aida l'Otan à renverser son propre allié Mouamar Kadhafi. Puis, elle entra en guerre contre son partenaire syrien. Mais ces deux aventures brisèrent son économie jusque-là florissante.



Alors qu'il se cache des militaires chargés par la CIA de le tuer, le président Erdoğan parvient à s'adresser à son peuple à la télévision, via un portable tenu par la présentatrice. Le 15 juillet 2016, il rétablit la légalité constitutionnelle en quelques heures.

Aussi lorsque la Russie entra en scène et vainquit Daesh, la Turquie décida de s'affranchir des Occidentaux. Elle se rapprocha de Moscou, acheta des S-400 et la centrale atomique d'Akkuyu, et s'engagea à Sotchi et à Astana vers la paix en Syrie. La CIA lui répondit en manipulant l'organisation de Fetullah Gülen et en finançant le HDP (Parti des minorités) contre l'AKP (islamiste). Elle fit abattre un Sukhoï-24, tenta d'assassiner le président Erdoğan, rata un coup d'État, parvint à assassiner l'ambassadeur

russe Andreï Karlov, etc.

Sonnée, la Turquie répliqua par une vaste chasse aux sorcières, allant jusqu'à emprisonner un demi-million de personnes soupçonnées d'avoir participé à une tentative d'assassinat qui n'avait impliqué au pire que quelques centaines de militaires.

Ankara se plaça à mi-chemin entre Washington et Moscou, cherchant son indépendance au risque d'être écrasé à tout moment par un accord entre les deux Grands. Aussi la Turquie se déploya-t-elle de manière à la fois à soutenir et à gêner ses deux parrains : d'un côté, elle prit part à la guerre contre la Syrie et de l'autre, elle soutint l'Iran et installa des bases au Qatar, au Koweït et au Soudan.

Outre que cette posture est impossible à tenir longtemps, la Turquie se retrouvait à poursuivre cinq lièvres à la fois : l'UE avec qui elle a signé un accord sur les migrations, les Arabes qu'elle prétend désormais défendre face à Israël, l'Asie centrale qu'elle couve sous son aile, l'Otan qu'elle n'a pas quittée et la Russie qu'elle a tenté de séduire.

4- L'assassinat du général Soleimani (2020)

Le monde entier crut —à tort— que les États-Unis, épuisés, se retirèrent du Moyen-Orient élargi et laissaient le champ libre à la Russie. En réalité, ils retirèrent leurs troupes, mais entendaient conserver leur contrôle de la région via des proxys nombreux et entraînés, les jihadistes.

Vu la volonté des États-Unis de poursuivre en Afrique du Nord les destructions qu'ils ont commencées dans la partie asiatique du Moyen-Orient élargi et considérant que c'est probablement le gouvernement iranien —et non pas Israël— qui a aidé le Pentagone à assassiner le général Qassem Souleimani, Ankara a une nouvelle fois revu sa copie.

La Turquie est revenue dans l'orbite de Washington. Elle qui négociait la paix en Syrie, le 13 janvier à Moscou, défie brutalement la même Russie le 1er février en tuant quatre officiers du FSB à Alep [3].

L'armée turque, la tribu des Misrata (Libye) et les jihadistes d'Idleb (Syrie) —dont déjà 5 000 ont été transférés par les services secrets turcs en un mois et demi—, ont commencé à saigner la Libye avec la complicité

peut-être involontaire du maréchal Khalifa Haftar, jusqu'à épuisement complet de toutes les parties [4].

Thierry Meyssan

[1] *The Turkish-Israeli Relationship. Changing Ties of Middle Eastern Outsiders*, Ofra Bengio, Palgrave-Macmillan (2004).

[2] "Blood borders - How a better Middle East would look", Colonel Ralph Peters, *Armed Forces Journal*, June 2006.

[3] « La Turquie fait abattre 4 officiers du FSB russe », *Réseau Voltaire*, 4 février 2020.

[4] « Préparation d'une nouvelle guerre », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 7 janvier 2020.

Source : « La Turquie, en quête de puissance », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 11 février 2020, www.voltairenet.org/article209180.html